



Version imprimée



Imprimer



Fermer

PM 054
2007-10-16
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE

Table des matières

1. [Contexte](#)
2. [Objectif](#)
3. [Politique](#)
4. [Portée](#)
5. [Définitions](#)
6. [Rôles et responsabilités](#)
7. [Lignes directrices](#)
8. [Conformité](#)
9. [Références](#)
10. [Annulation](#)
11. [Demandes de renseignements](#)

1. CONTEXTE

La [Politique sur la sécurité](#) prévoit que les ministères doivent appuyer les efforts visant à protéger l'intérêt national et les objectifs opérationnels du gouvernement du Canada en protégeant les employés et les biens et en assurant la prestation continue des services. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), à titre de ministère chargé des services communs liés à la passation de marchés, à la gestion des biens immobiliers, des technologies de l'information et des télécommunications, est responsable de la gestion du [Programme des marchandises contrôlées](#) et de la mise en œuvre connexe du [Règlement sur les marchandises contrôlées](#); il s'agit d'un programme de sécurité industrielle national, conforme à la [Loi sur la production de défense](#). TPSGC est également l'autorité désignée en matière de sécurité pour les questions de sécurité industrielle canadiennes et internationales, aux termes de la Politique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en matière de sécurité (C-M (2002) 49) et ses directives de sécurité connexes (AC/35-D/2000 à D/2005) et des divers accords et protocoles d'entente bilatéraux et internationaux sur la sécurité industrielle.



2. OBJECTIF

La présente politique ministérielle (PM) définit les rôles et les responsabilités de TPSGC pour ce qui est du [Programme de la sécurité industrielle \(PSI\)](#). Le PSI compte deux secteurs d'activité : la sécurité des contrats (assurée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et la Direction de la sécurité industrielle internationale [DSIC/DSII]) et la gestion des marchandises contrôlées (assurée par la [Direction des marchandises contrôlées](#)). Ces directions relèvent du Secteur de la sécurité industrielle (SSI), Direction générale des conseils, de l'information et des services partagés (DGCISP), TPSGC.



3. POLITIQUE

Conformément à la [Politique sur la sécurité](#) et aux termes de la [partie 2 de la Loi sur la production de défense](#) et du [Règlement sur les marchandises contrôlées](#), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit :

1. gérer le PSI;

2. conseiller les ministères sur l'application des normes et de la documentation technique pour la sécurité des marchés. Les exigences en matière de sécurité sont établies par les clients dans la [Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité \(LVERS\)](#);
3. veiller au respect des ententes internationales de sécurité industrielle, des arrangements et des protocoles d'entente;
4. élaborer la documentation technique sur les normes opérationnelles en matière de sécurité des contrats gouvernementaux.



4. PORTÉE

La présente PM doit être mise en application dans toutes les directions générales et dans tous les organismes de services spéciaux (OSS), tant à l'administration centrale que dans les bureaux régionaux. Elle s'applique également à tous les programmes, contrats et autres ententes du gouvernement gérés par le Ministère.



5. DÉFINITIONS

Autorité désignée en matière de sécurité (*Designated Security Authority*) est chargée d'élaborer, de mettre en œuvre, de tenir à jour, de coordonner et de surveiller un programme de sécurité selon les termes de la [Politique sur la sécurité](#) et des normes connexes.

Biens classifiés (*classified assets*) sont des biens dont la divulgation sans autorisation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à l'intérêt national.

Biens protégés (*protected assets*) sont des biens dont la divulgation sans autorisation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à des intérêts non reliés à l'intérêt national.

Comité de la sécurité de l'OTAN (*NATO Security Committee*) est chargé de formuler la politique de l'OTAN en matière de sécurité industrielle et de faire des recommandations pertinentes au Conseil pour la sauvegarde des renseignements classifiés de l'OTAN confiés ou susceptibles d'être confiés au secteur privé. Ce Comité étudie les questions relatives à la sécurité industrielle qui lui sont soumises par le Conseil, les pays membres, le secrétaire général, le Comité militaire de l'OTAN, les commandements stratégiques et les dirigeants des agences militaires et civiles de l'OTAN.

COMSEC - sécurité des communications (*COMSEC - Communications security*) se rapporte aux mesures de sécurité en matière d'émission et de transmission cryptographique que l'on applique aux renseignements stockés, traités ou transmis électroniquement; la COMSEC est un élément de la sécurité des technologies de l'information.

Contrat de nature délicate (*classified contract*) signifie tout contrat accordé à une personne ou à une organisation du secteur privé qui permet l'accès à des biens ou à des renseignements CLASSIFIÉS.

Examiner (*examination*) signifie inspecter, par quelque moyen que ce soit, sur les marchandises contrôlées de façon à transmettre à une personne une connaissance détaillée des propriétés inhérentes et des caractéristiques de performance des marchandises contrôlées de façon que la personne puisse utiliser cette connaissance pour reproduire ou copier la marchandise, ou améliorer la performance d'un article similaire.

Infraction à la sécurité (*breach of security*) désigne toute action qui mène à la compromission des biens protégés ou classifiés (y compris les renseignements) ou de marchandises contrôlées.

Intérêt national (*national interest*) concerne la défense et le maintien de la stabilité socio-politique et économique du Canada.

Marchandises contrôlées (*controlled goods*) sont les marchandises et les technologies militaires, stratégiques et de nature militaire, de même que les marchandises et les technologies à double usage figurant dans la [Liste des marchandises d'exportation contrôlée](#), qui est administrée par Affaires étrangères et Commerce international Canada, en particulier les marchandises figurant dans l'annexe sur la [Liste des marchandises d'exportation contrôlée](#) de la section 3 de la [Loi sur les licences d'exportation et d'importation](#), surtout :

les articles faisant partie du groupe 2 :

- celles prévues à l'article 2-1 qui tombent sous le coup de l'alinéa c) de la définition de " à feu prohibée" au paragraphe 84(1) du [Code criminel](#);
- celles prévues à l'article 2-3 qui sont des munitions d'un calibre supérieur à 12,7 mm;
- celles prévues aux articles 2-2 et 2-4 à 2-22;

les articles faisant partie du groupe 5 :

- celles prévues à l'article 5504;

les articles faisant partie du groupe 6 :

- toutes les marchandises qui y sont prévues.

Personne inscrite (*registered person*) se dit d'une personne physique, personne morale, société de personnes ou toute autre forme d'entreprise commerciale inscrite en vertu du [Règlement sur les marchandises contrôlées](#).

Posséder (*possess*) désigne une possession effective, c'est-à-dire lorsqu'une personne exerce un contrôle matériel direct sur une marchandise contrôlée à un moment donné, ou la possession de droit, c'est-à-dire lorsqu'une personne a le pouvoir et l'intention à un moment donné d'exercer directement le contrôle sur une marchandise contrôlée, ou de l'exercer par l'entremise d'une ou de plusieurs autres personnes.

Processus de passation de marchés (*contracting process*) comprend l'invitation ouverte à soumissionner, les négociations, la passation, l'exécution et la résiliation des marchés.

[Programme des marchandises contrôlées](#) (*Controlled Goods Program*) est un programme national de sécurité industrielle qui vise à renforcer les mesures de contrôle relatives au commerce de défense du Canada, grâce à l'inscription, la prévention, la dissuasion et la détection, ainsi qu'à aider à prévenir la prolifération d'armes de destruction massive et d'armes classiques.

Renseignements classifiés (*classified information*) sont des renseignements d'intérêt national susceptibles d'être visés par une exclusion ou une exception en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) et la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#) et dont la divulgation sans autorisation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à l'intérêt national.

Renseignements personnels (*personal information*) désigne, tel que défini à l'article 3 de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), les renseignements, quels que soient leur forme et leur support, concernant un individu identifiable, notamment, les renseignements relatifs à sa race, à son âge, à sa situation de famille, à son éducation, à son dossier médical, à son casier judiciaire, à sa situation financière, à ses antécédents professionnels en plus de ses numéros d'identification, de ses empreintes digitales, de son adresse, de ses opinions personnelles, etc. Ne sont pas considérés comme des renseignements personnels: certains renseignements portant sur le poste ou les fonctions d'un employé du gouvernement (alinéa 3(j)), sur les services offerts par une personne dans le cadre d'un contrat conclu avec une organisation fédérale (alinéa 3(k)), sur des avantages financiers facultatifs (alinéa 3(l)) et sur un individu décédé depuis plus de vingt ans (alinéa 3(m)). Les renseignements personnels constituent un sous-ensemble des renseignements PROTÉGÉS.

Renseignements protégés (*protected information*) sont des renseignements autres que d'intérêt national susceptibles d'être visés par une exclusion ou une exception en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) et de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), et dont la divulgation sans autorisation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à des intérêts privés ou non reliés à l'intérêt national.

Secret (*secret*) désigne un niveau de classification s'appliquant aux renseignements et aux biens pour lesquels toute atteinte à l'intégrité risquerait vraisemblablement de porter un préjudice sérieux à l'intérêt national.

Sécurité industrielle (*industrial security*) désigne un sous-élément de la sécurité nationale qui concerne la protection des renseignements et des biens CLASSIFIÉS et/ou PROTÉGÉS d'origine canadienne et étrangère par les personnes et les organisations du secteur privé.

Transférer (*transfer*) dans le contexte des marchandises contrôlées, fait référence à l'aliénation ou la communication du contenu de quelque façon que ce soit.

Très secret (*top secret*) désigne un niveau de classification s'appliquant aux renseignements et aux biens pour lesquels toute atteinte à l'intégrité risquerait vraisemblablement de porter un préjudice extrêmement grave à l'intérêt national.



6. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

1. Le sous-ministre est responsable de la sauvegarde des renseignements et des biens de nature délicate qui appartiennent à TPSGC ou qui sont sous sa responsabilité. Il doit également s'assurer que le Canada se conforme au [Programme des marchandises contrôlées](#).
2. Le sous-ministre adjoint, Direction générale des conseils, de l'information et des services partagés (DGCISP), est chargé d'administrer le PSI.
3. Le directeur général, Secteur de la sécurité industrielle, DGCISP, à titre d'autorité désignée en matière de sécurité industrielle au Canada, est chargé de gérer et de diriger le PSI efficacement, de façon à répondre aux exigences du pays, de l'OTAN et aux autres exigences internationales en matière de sécurité industrielle.
4. Le directeur, Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), Secteur de la sécurité industrielle (SSI), DGCISP, est chargé de :
 1. veiller à la protection des renseignements CLASSIFIÉS et PROTÉGÉS fournis au secteur privé par les ministères clients et les gouvernements étrangers, dans le cadre d'un contrat de TPSGC;
 2. gérer un système de contrôle de la sécurité du personnel pour le Ministère et les organisations du secteur privé inscrites au PSI;
 3. gérer un système de contrôle de la sécurité des installations pour les organisations du secteur privé inscrites au PSI;
 4. attribuer des attestations de sécurité et des cotes de fiabilité. Refuser et révoquer une cote de fiabilité;
 5. veiller à ce que toute infraction à la sécurité industrielle fasse l'objet d'un rapport et d'une enquête;
 6. veiller à ce que toute infraction à la sécurité ou violation de la sécurité liée aux renseignements personnels soit signalée à la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels ainsi qu'à l'agent de la sécurité du Ministère;
 7. tenir à jour une base de données sur les personnes et les organisations du secteur privé autorisées à accéder aux biens et aux renseignements CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS;
 8. donner de la formation sur la sécurité industrielle aux autorités contractantes, aux agents de sécurité des entreprises et aux représentants autorisés des organisations du secteur privé;
 9. veiller au respect de la [Politique sur la sécurité](#), lorsque l'autorité contractante est TPSGC ou à la demande d'un autre ministère, dans les contrats qui permettent l'accès aux biens CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS du gouvernement;
 10. veiller au respect de la [Politique sur la sécurité](#), sur demande, dans les contrats délégués à un ministère et qui permettent l'accès à des biens CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS du gouvernement.
5. Le directeur, Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII), SSI, DGCISP, est chargé de :
 1. négocier et mettre en œuvre des arrangements et des protocoles d'entente sur la sécurité industrielle internationale avec des pays étrangers, en consultation avec Affaires étrangères et Commerce international Canada, et veiller à leur respect dans le cadre de contrats permettant : l'accès à des renseignements CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS de gouvernements étrangers et à des entrepreneurs étrangers d'avoir accès à des biens CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS du gouvernement du Canada;
 2. gérer les éléments canadiens du Programme mixte d'agrément États-Unis-Canada;
 3. gérer le système de contrôle des documents sur la sécurité industrielle internationale et un dépôt secondaire de l'OTAN;
 4. gérer le système international de demandes de visite;

5. veiller à ce que toute infraction à la sécurité industrielle fasse l'objet d'un rapport aux responsables étrangers de la sécurité industrielle;
 6. donner de la formation sur les systèmes de contrôle de documents et de demandes de visite aux autorités contractantes, aux agents de sécurité des entreprises et aux représentants autorisés des organisations du secteur privé.
6. Le directeur, Direction de l'harmonisation des programmes et services (DHPS), SSI, DGCISP, est chargé de :
1. en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, participer à la révision de la [Politique sur la sécurité](#) et des instruments de politiques tel que la [Norme de sécurité et de gestion des marchés](#);
 2. réviser et mettre à jour le [Manuel de la sécurité industrielle](#);
 3. participer à l'élaboration/révision des politiques pour le compte des directions du SSI.
7. Le directeur, Programme des marchandises contrôlées, SSI, DGCISP, est chargé de:
1. veiller à la protection des marchandises contrôlées en respectant et en appliquant les dispositions de la [partie 2 de la Loi sur la production de défense](#) et du [Règlement sur les marchandises contrôlées](#);
 2. gérer le [Programme des marchandises contrôlées](#), ainsi que les relations interministérielles, nationales et internationales avec les autres organismes;
 3. gérer les exigences, relatives à l'inscription et à l'exemption, prescrites par les différentes dispositions de la [Loi sur la production de défense](#) et du [Règlement sur les marchandises contrôlées](#);
 4. veiller à ce que toute infraction à la sécurité des marchandises contrôlées fasse l'objet d'un rapport et d'une enquête, et à ce que des mesures correctives soient prises afin d'éviter qu'elle ne se reproduise;
 5. élaborer et mettre en œuvre des normes d'inspection et d'enquête;
 6. veiller au respect des politiques relatives au [Programme des marchandises contrôlées](#) dans tous les secteurs d'activité, notamment la production, l'accès, l'utilisation ou l'aliénation de marchandises contrôlées et de renseignements sur ces marchandises;
 7. gérer une base de données de personnes inscrites ou exemptées pouvant être consultée par des entreprises privées et des organismes publics inscrits;
 8. organiser des activités de sensibilisation afin de bien faire connaître le [Programme des marchandises contrôlées](#) et ses objectifs;
 9. assurer, au besoin, une communication continue avec les représentants désignés des personnes inscrites (individu, société, partenariat ou autre type d'entreprise) dans le cadre du [Programme des marchandises contrôlées](#).
8. Le directeur, Direction de la sécurité de la technologie de l'information (DSTI), Direction générale des services d'infotechnologie (DGSIT), est chargé de fournir au Secteur de la sécurité industrielle de l'aide et des conseils pour ce qui est de la sécurité de la technologie de l'information dans le cadre du Programme de la sécurité industrielle.
9. Les autorités contractantes de TPSGC doivent :
1. préciser les exigences de sécurité nécessaires dans la section des clauses et conditions des documents contractuels;
 2. veiller à ce que les documents contractuels contiennent les clauses appropriées en matière de sécurité afin d'assurer la protection des biens gouvernementaux, y compris des systèmes de TI;

3. confirmer avec la DSIC que les entrepreneurs éventuels rencontrent les exigences en matière de sécurité des contrats avant que ces derniers n'aient accès à des renseignements et à des biens CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS et avant qu'un contrat de nature délicate ou PROTÉGÉ ne leur soit attribué;
4. confirmer que les entrepreneurs éventuels sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu de la partie 2 de la [Loi sur la production de défense](#) avant que ces derniers n'aient accès aux marchandises contrôlées;
5. veiller à ce que des vérifications soient réalisées relativement aux organisations et aux personnes qui ont accès à des renseignements et à des biens CLASSIFIÉS ou PROTÉGÉS, tel qu'indiqué dans les normes;
6. faire en sorte que les personnes soient bien inscrites, exemptées ou exclues en vertu du [Programme des marchandises contrôlées](#), avant de leur donner accès aux marchandises contrôlées.



7. LIGNES DIRECTRICES

Le [Programme des marchandises contrôlées](#) est énoncé à la partie 2 (Réglementation de l'accès aux marchandises contrôlées) et à la partie 3 (Infractions et peines) de la [Loi sur la production de défense](#) et de même que dans le [Règlement sur les marchandises contrôlées](#).

En résumé, la loi établit ce qui suit :

1. l'interdiction de posséder, d'examiner et de transférer des marchandises contrôlées à moins d'être inscrit ou exempté d'inscription;
2. les règles relatives à l'inscription des personnes ayant accès (examen, possession et transfert) aux marchandises contrôlées ainsi que les conditions de sécurité, prescrites par le [Règlement sur les marchandises contrôlées](#), que doivent respecter les personnes inscrites pour protéger les marchandises contrôlées;
3. l'exclusion de personnes à l'application de la partie 2 de la [Loi sur la production de défense](#) (certains employés des gouvernements et des sociétés d'État fédérales) et l'exemption d'inscription pour une autre catégorie de personnes (travailleurs temporaires étrangers et visiteurs);
4. le pouvoir d'inspecter tout lieu afin de s'assurer que les personnes inscrites respectent les conditions de sécurité imposées par la loi;
5. des peines sévères pour ceux qui contreviennent à la [Loi sur la production de défense](#) ou au [Règlement sur les marchandises contrôlées](#).



8. CONFORMITÉ

Il est obligatoire de se conformer à la présente PM, aux termes de la [Politique sur la sécurité](#), la Politique de l'OTAN en matière de sécurité (C-M (2002) 49) et ses directives de sécurité connexes (AC/35-D/2000 à D/2005) et des divers accords et protocoles d'entente bilatéraux et internationaux sur la sécurité industrielle, de la [Loi sur la production de défense](#), de la [Liste des marchandises d'exportation contrôlée](#) et du [Règlement sur les marchandises contrôlées](#).



9. RÉFÉRENCES

Lois et règlements :

- [Charte canadienne des droits et libertés](#);
- [Code canadien du travail](#);
- [Code criminel](#);
- [Loi d'interprétation](#);
- [Loi sur l'accès à l'information](#);
- [Loi sur la défense nationale](#);
- [Loi sur la gestion des finances publiques](#);

- [Loi sur la production de défense:](#)
- [Loi sur la protection civile:](#)
- [Loi sur la protection des renseignements personnels:](#)
- [Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques:](#)
- [Loi sur l'emploi dans la fonction publique:](#)
- [Loi sur le casier judiciaire:](#)
- [Loi sur le service canadien du renseignement de sécurité:](#)
- [Loi sur les licences d'exportation et d'importation:](#)
- [Loi sur les relations de travail dans la fonction publique:](#)
- [Règlement sur les marchandises contrôlées.](#)

Publications du Conseil du Trésor :

- [Lignes directrices sur l'accès à l'information:](#)
- [Politique sur la protection des renseignements personnels:](#)
- [Politique sur la sécurité.](#)

Publications de TPSGC :

- [Guide ministériel commun de classification et de désignation de l'information et des biens:](#)
- [Manuel de la sécurité industrielle:](#)
- [PM 051 - Programme de sécurité du Ministère:](#)
- [PM 093 - Politique sur le traitement des incidents relatifs à la sécurité des contrats:](#)
- [PM 104 - Politique sur la sécurité des technologies de l'information.](#)

Publication de l'OTAN :

- La Politique de l'OTAN en matière de sécurité (C-M (2002) 49) et ses directives de sécurité connexes (AC/35-D/2000 à D/2005).

Autres documents :

- Accords et protocoles d'entente bilatéraux et internationaux sur la sécurité industrielle(DSIC/DSII/TPSGC);
- [Liste des marchandises d'exportation contrôlée.](#)



10. ANNULATION

Cette politique remplace la PM 054 datée du 11 août 1997.



11. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Directeur général
Secteur de la sécurité industrielle
Direction générale des conseils, de l'information et des services partagés
Téléphone : 613-948-1776

Le sous-ministre et
sous-receveur général du Canada

François Guimont
a signé l'original

François Guimont

